

LE DEVOIR

Libre de penser

Québec ne retourne pas aux immigrants tout l'argent reçu d'Ottawa

7 avril 2004 | Kathleen Lévesque | Québec

Le Conseil canadien pour les réfugiés a dénoncé hier les importantes compressions imposées par Québec aux immigrants, malgré l'augmentation des fonds fédéraux versés pour les services d'intégration.

Selon la directrice du Conseil canadien pour les réfugiés, Janet Dench, les immigrants et les réfugiés font les frais des compressions annoncées la semaine dernière dans le budget 2004-05 du gouvernement du Québec. Au total, le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration voit son budget fondre de 20 millions en services directs à la clientèle immigrante: francisation, insertion en emploi et régionalisation.

«C'est difficile à digérer, parce que les réfugiés ont déjà très peu, a fait valoir Mme Dench. Mais ce qui est encore plus choquant, c'est que le gouvernement du Québec ne peut pas prétendre que l'argent n'existe pas: les transferts importants au Québec sont supérieurs aux montants par personne versés ailleurs au Canada pour les services d'établissement des réfugiés.»

En vertu de l'Accord Canada-Québec en immigration, le Québec reçoit depuis 1991 des dizaines de millions pour assurer l'intégration des immigrants, sans devoir rendre de comptes à Ottawa sur l'utilisation de ces fonds. Selon les chiffres fournis hier par Immigration Canada, cette compensation a atteint 157,4 millions en 2002-03 et 159 millions l'année dernière. Au ministère de l'Immigration du Québec, on dit avoir reçu plutôt 143 millions, il y a deux ans, et 152,4 millions en 2003-04.

Chose certaine, ces transferts de fonds ne peuvent justifier les récentes compressions, a affirmé Janet Dench. «L'absence de reddition de comptes nous inquiète beaucoup. Le Québec accorde si peu d'argent à l'intégration des nouveaux arrivants qu'on ne peut pas se permettre de détourner ces fonds vers autre chose», a-t-elle souligné.